

FRANCE

60^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

**REUNION PLENIERE DES NATIONS UNIES SUR LE
FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT**

**Intervention prononcée par M. Dominique de Villepin
Premier Ministre de la République française**

New York — Mercredi 14 septembre 2005

(vérifier au prononcé)

**Mesdames et Messieurs
Les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs,**

Jamais le monde n'a été aussi prospère. Et pourtant jamais les inégalités n'ont été aussi grandes.

Voici cinq ans, rompant avec les logiques de dépendance et d'assistance, nous avons choisi de placer la responsabilité et la solidarité au coeur d'un nouveau partenariat international pour le développement.

Aujourd'hui, nous mesurons le chemin qui nous reste à accomplir pour atteindre les objectifs du Millénaire, en particulier en Afrique.

Portés par un puissant mouvement de la société civile et par les organisations non gouvernementales, les Etats ont augmenté leur aide publique au développement. La France et l'Europe se sont engagées sur un calendrier précis pour atteindre l'objectif de 0,7% de leur PNB.

Cet indispensable effort budgétaire est néanmoins insuffisant au regard de l'ampleur des besoins. Aujourd'hui, les esprits sont mûrs pour mettre en place de nouveaux mécanismes : nous devons tirer parti des richesses engendrées par la mondialisation pour mobiliser des ressources stables et pérennes au profit des pays pauvres. C'est une exigence de justice, de solidarité et de paix.

Avec l'Algérie, l'Allemagne, le Brésil, le Chili et l'Espagne, la France, par la voix du Président de la République Jacques CHIRAC, appelle la communauté internationale à aller de l'avant. Dès l'an prochain, un groupe pionnier de pays établira un premier prélèvement international de solidarité sur les billets d'avion. Celui-ci permettra, sans entraver l'essor du transport aérien, de mobiliser, sur une base permanente, des moyens nouveaux que la France propose d'affecter en priorité au combat contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Mesdames et Messieurs,

Je veux aujourd'hui saisir cette tribune d'une nouvelle urgence, d'une menace qui pèse sur nous tous, mais qui frappera avec la plus grande violence, elle aussi, les pays et les populations les plus fragiles.

Nous devons aujourd'hui conjurer le risque de pandémie de grippe aviaire. L'ampleur de la menace nous impose de réagir sans délai. L'Organisation de l'Agriculture et de l'Alimentation, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale des Epizooties, autorités sanitaires nationales,

acteurs de l'industrie pharmaceutique, tous ensemble nous devons nous mobiliser, dans un esprit de pragmatisme et d'efficacité :

- Pour enrayer la propagation de l'épizootie et atténuer le choc économique pour les pays pauvres.

- Pour renforcer les capacités de détection précoce d'une nouvelle souche virale hautement contagieuse pour l'homme.

- Pour constituer un stock international d'urgence de médicaments antiviraux permettant de circonscrire sans tarder tout foyer d'infection humaine.

- Pour favoriser l'accès aux traitements en cas de pandémie.

- Pour accélérer la recherche et le développement d'un vaccin en quantité suffisante.

Si nous ne faisons pas cet effort, c'est l'ensemble de nos pays, de nos populations qui peut être atteint. Tous nos efforts en faveur du développement pourraient alors être ruinés.

Mesdames et Messieurs,

La France appelle solennellement à cette double mobilisation, contre la maladie et contre la pauvreté. La responsabilité qui nous incombe ici, c'est de donner une impulsion nouvelle à l'effort de solidarité. Il y va de notre sécurité. Il y va de notre avenir. La France y est décidée.

Je vous remercie.